



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2001/L.40
12 avril 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-septième session
Point 11 de l'ordre du jour

DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Argentine, Brésil, Chili^{*}, Uruguay : projet de décision

2001/... Droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des victimes de graves violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales

La Commission des droits de l'homme, rappelant les demandes qu'elle a formulées aux paragraphes 2 et 3 de sa résolution 2000/41 et la note du secrétariat à cet égard (E/CN.4/2001/61), décide de charger la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser à Genève, à l'aide des ressources disponibles, une réunion de consultation à l'intention de tous les gouvernements, organisations internationales et organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social intéressés, en vue de mettre au point, en fonction des commentaires reçus, la version définitive des "Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire" annexés au rapport final de l'expert indépendant (E/CN.4/2000/62), et de lui transmettre à sa cinquante-huitième session le résultat final des travaux de la réunion de

^{*} Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

consultation pour qu'elle l'examine. La Commission décide également d'examiner cette question à sa cinquante-huitième session au titre de l'alinéa intitulé "Indépendance du pouvoir judiciaire, administration de la justice, impunité" du point approprié de l'ordre du jour.
